

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, l'annonce a déjà été faite.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES MOYENS ENVISAGÉS POUR LA COMMUNICATION À L'OLP DES VUES DU CANADA EXPRIMÉES LORS D'UN VOTE À LA RÉUNION DE L'OIT

**M. John A. Fraser (Vancouver-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre n'ignore pas qu'à la récente réunion de l'Organisation internationale du travail, le gouvernement canadien a appuyé par un vote positif un amendement exigeant que l'OLP admette la souveraineté de tout état membre de l'Organisation internationale du travail et souscrive également aux objectifs de l'Organisation. Voici ce que je demande au ministre: telle étant la position du gouvernement canadien il y a quelques semaines à la réunion de l'Organisation internationale du travail, le ministre peut-il nous dire si l'on a cherché directement ou indirectement à faire connaître cette position aux représentants de l'OLP ou à toute autre personne représentant les Palestiniens en vue de maintenir la position prise par le gouvernement il y a quelques semaines à Genève?

● (1450)

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien n'a jamais reconnu l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien et je m'étonne que le député lui suggère de faire des instances officielles à l'OLP.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fraser:** Cela peut surprendre le ministre, mais le public canadien s'étonnerait de ce qu'aucune tentative ne semble avoir été faite, selon les dires du ministre, pour inciter l'OLP à renoncer à son objectif, c'est-à-dire l'extermination d'Israël, avant de faire partie de la grande famille des Nations Unies et de venir au Canada. Ma question est la suivante: le gouvernement a-t-il songé à déclarer indirectement ou par l'intermédiaire des représentants des Nations Unies qu'il reprochait surtout à l'OLP de vouloir détruire l'État d'Israël et, bien sûr, ses activités terroristes? Si le gouvernement n'a pas cherché à faire connaître clairement sa position, pourquoi?

**M. MacEachen:** J'ai moi-même fait part bien clairement de notre position dans mon discours à l'Assemblée générale sur la question palestinienne. Si le député veut bien

## Questions orales

lire ce discours, il verra que cela a été dit bien clairement et catégoriquement.

\* \* \*

## LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PÉTROLE—L'APPROVISIONNEMENT DES PROVINCES ATLANTIQUES ET LA GRÈVE DES PILOTES À HALIFAX—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. Comme la grève des pilotes du port de Halifax se poursuit et que la situation empire, peut-il nous dire les mesures envisagées par le gouvernement pour assurer l'approvisionnement en énergie non seulement de la Nouvelle-Écosse, mais également des autres provinces que je crois être touchées: le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard. Qu'envisage-t-on de faire pour assurer aux raffineries un approvisionnement en pétrole brut afin que les habitants des provinces atlantiques ne manquent pas de fuel domestique et industriel, de mazout de chauffage, de carburants pour automobiles? Je crois comprendre que les raffineries des provinces de l'Atlantique n'ont plus que deux jours de réserve de pétrole brut et que nous allons au-devant d'une pénurie.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Le gouvernement partage l'inquiétude du député. Nous avons des plans d'urgence pour des situations de ce genre, je dois avouer que je n'en connais pas les détails. Je m'informerai.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

LA GRÈVE DES PILOTES À HALIFAX—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Puis-je poser ma question supplémentaire au ministre des Transports, car c'est son ministère qui négocie actuellement avec les pilotes. Est-il disposé à user de ses bons offices pour signaler la gravité de la situation à son collègue, le président du Conseil du Trésor et l'exhorter à prendre une initiative, à faire des efforts, d'autant plus que les pilotes du port avec lesquels le ministre ou, au nom du ministre, l'Administration des ports de l'Atlantique négocie, ne sont pas plus de trois ou quatre. Il me semble qu'une initiative prise à la table de négociations pourrait dénouer cette situation.

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** J'ai déjà rencontré le président de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, naturellement, je l'ai invité à essayer de résoudre ce problème. En même temps, bien sûr, nous suivons la situation signalée par le député dans sa question au premier ministre afin d'éviter une pénurie de pétrole au provinces maritimes.